



# LA DÉCADE

## LA LETTRE DU CERCLE JEAN-BAPTISTE SAY

“ Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. ”

*Il nous l'avait bien dit*

septembre 2019

## Instruction et dépenses publiques



**En cette période de rentrée scolaire et universitaire, prenons le temps de relire ces remarques simples, de J-B SAY qui pourtant questionnent sérieusement notre système éducatif :**

*« Quel est le principal avantage qu'une nation puisse retirer de ses dépenses publiques ?*

*La sûreté des personnes et des propriétés, parce que sans cela il n'existe pas de société.*

*Quelles sont les dépenses qui pourvoient à cette sûreté ?*

*Ce sont les dépenses relatives aux forces de terre et de mer destinées à repousser les attaques des ennemis du dehors ; les dépenses des tribunaux criminels qui répriment les attentats coupables des particuliers et celles des tribunaux civils qui repoussent les prétentions injustes qu'un citoyen peut élever contre les droits de propriété d'un autre citoyen.*

*Quel avantage retire le public des dépenses relatives à l'Instruction Publique ?*

*L'instruction, en adoucissant les mœurs, rend plus douces les relations des hommes entre eux ; en nous apprenant quels sont nos vrais intérêts, elle nous montre ce que nous devons rechercher ou fuir ; elle donne l'ascendant à la raison sur la force ; elle enseigne à respecter le droit d'autrui, en éclairant chacun en particulier sur les siens ; enfin, par son influence sur la production des richesses, elle est favorable à la prospérité publique dont chaque famille prend sa part.*

*Est-il nécessaire que toute espèce d'instruction soit donnée par la dépense publique ?*

*Nullement : les particuliers ont soin d'acquérir à leurs frais l'instruction qui peut leur être utile dans les fonctions sociales qu'ils sont appelés à remplir ; cependant, la classe qui ne vit que de son travail manuel, ne pouvant donner à ses enfants la première instruction (celle qui enseigne à lire, écrire et compter), et la société ayant intérêt à ce que cette classe soit civilisée, il lui convient de fournir à ses frais cette première instruction. »*

Catéchisme d'Économie Politique (1815)

Publié dans la Décade de février 2015.

---

## Analyse économique



septembre 2019

# 19 363 euros par tête

Ce montant correspond à la dépense publique totale française rapportée au nombre d'habitants en 2017, dernière année pour laquelle les données sont totalement disponibles.

Le poids de la dépense est souvent connu en pourcentage du Produit Intérieur Brut, c'est-à-dire de la richesse économique produite durant une année.

Il nous a semblé intéressant de présenter cette dépense publique par habitant, afin de rendre plus concret ce que représentent ces 56,4% du PIB.

A titre de comparaisons, nous présentons les mêmes chiffres pour l'Allemagne. L'écart de prix entre les deux pays est assez minime (3% plus élevés en France) pour pouvoir comparer directement les données.

	France	Allemagne
<b>PIB par habitant en euros</b>	<b>34 223</b>	<b>39 650</b>
<b>Dépenses publiques par habitant en euros :</b>		
Services Publics généraux	2 043	2 229
<i>Service Publics Généraux, hors charge d'intérêts</i>	<i>1 379</i>	<i>1 791</i>
Défense	614	416
Ordre et sécurité publics	563	609
Affaires économiques	2 030	1 244
Protection de l'environnement	325	250
Logement et équipements collectifs	357	151
Santé	2 754	2 816
Loisirs, culture et cultes	475	403
Enseignement	1 857	1 628
Protection Sociale	8 346	7 674
<i>Protection Sociale, hors dépenses de retraites</i>	<i>3 245</i>	<i>3 236</i>
<b>Total dépenses par habitant</b>	<b>19 363</b>	<b>17 419</b>
Enseignement / population de - de 25 ans	6 200	6 788
Retraites / population de + de 65 ans	26 221	20 830

Données OCDE

La dépense publique représente 43,9% du PIB allemand, soit seulement 77% du niveau français, mais si l'on rapporte au nombre d'habitants, l'écart n'est plus que de 10%. Pourquoi ? Tout simplement parce que le PIB par habitant est plus élevé en Allemagne. Produisant plus de richesses, un niveau presque équivalent de dépense publique représente une part bien moindre de la richesse produite par le pays. Si l'on veut maintenir un niveau élevé de dépense publique en absolu, il est donc préférable de produire davantage !

---

Comme le montre le tableau ci-dessus, la protection sociale représente le premier poste de la dépense publique, en Allemagne comme en France. L'essentiel de ces dépenses correspond aux dépenses de retraite, pas loin de 5100 euros par habitant en France contre 4400 euros par habitant en Allemagne, alors même que la population est plus âgée en Allemagne. Rapportées à la population en âge de plus de 65 ans, les dépenses liées aux retraites sont 25% supérieures en France par rapport à l'Allemagne.

Si l'on exclut les retraites, Français et Allemand dépensent à peu près autant en protection sociale, même si l'on peut trouver quelques différences : la France dépense 200 euros de plus par habitant en aides au logement, les Allemands 200 euros de plus en compensation des pertes de revenus liées aux maladies et invalidité. Viennent ensuite les dépenses de santé avec un montant à peu près similaire entre les deux pays. La politique du logement est bien un facteur spécifique français : si l'on ajoute les aides sociales aux dépenses directes dans ce domaine, la France dépense 686 euros par habitant, contre 281 en Allemagne !

Le troisième poste est celui des services publics généraux qui représente les dépenses de fonctionnement générales des administrations publiques et les intérêts. Ici avantage à la France. Les administrations publiques ne sont peut-être pas si mal gérées...

Les affaires économiques affichent un budget conséquent en France, pas loin de 2000 euros par habitant, 800 euros de plus qu'en Allemagne. La quasi-totalité de l'écart s'explique par la politique de subventions beaucoup plus développée en France : 50 Mds de subventions publiques contre 15 en Allemagne !

Dernière remarque : les dépenses d'éducation sont certes plus élevées en France qu'en Allemagne mais rapportées à la population de moins de 25 ans, elles sont en fait inférieures.

Retraites, politique du logement, maquis de subventions : trois domaines qui expliquent la plus grosse partie de l'écart de dépense publique par habitant entre la France et l'Allemagne. Ainsi, ajuster la politique du logement sur le niveau de dépenses allemand permettrait 27 Mds d'Euros d'économies, soit 1,2% du PIB. Est-il pour autant plus difficile de se loger en Allemagne qu'en France ?

---

---

Reçu 10/10

septembre 2019

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »  
(Traité 1<sup>re</sup> ed.)

## Fâché comme un Français avec l'économie

Pierre Robert - Larousse



Parmi les centaines de livres qui font la rentrée littéraire, en voilà un qui a retenu toute notre attention et qu'il importe de lire.

Malgré une vie consacrée à l'enseignement de l'économie, Pierre Robert, comme bien d'autres, constate l'insuffisante éducation des français en la matière, et comme l'a confirmé [le deuxième baromètre du Cercle Jean-Baptiste SAY](#).

Il en révèle les origines multiples, culturelles, historiques et idéologiques. Et les origines doivent être bien identifiées pour avoir l'ambition de corriger ce défaut national.

Car ce défaut met en péril notre prospérité. Qu'on soit épargnant, consommateur, retraité, fonctionnaire, employé ou dirigeant d'entreprise comme dirigeant politique, la méconnaissance des mécanismes économiques conduit à des décisions ou à des comportements qui menacent notre maintien au meilleur niveau des sociétés développées. Car le niveau d'ignorance est malheureusement proportionnel au niveau de certitude qui les inspirent. Riche d'exemples démontrant cette incurie générale et ses conséquences, chacun après cette saine lecture aura intérêt à suivre l'auteur sur son site [Hecosphère](#) qui offre de multiples leçons et outils pour bien comprendre l'économie. Une vie d'enseignement mise à la disposition et au service de tous. Le Cercle Jean-Baptiste Say qui encourage la pédagogie économique ne peut dire qu'un mot à Pierre Robert : bravo !

Collé 0/10

septembre 2019

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »  
(traité 1<sup>re</sup> ed.)

## Mario Draghi, pompier pyromane ?

Depuis quatre ans maintenant, la Banque Centrale Européenne (BCE) poursuit une politique monétaire qui semble adaptée à une situation de crise. Pourtant depuis 2011 la croissance s'est installée en zone euro, le chômage baisse et atteint son plus bas niveau depuis 2006, les salaires augmentent presque partout et le plein emploi se constate dans de nombreux pays : Allemagne, Autriche, Pays-Bas etc. A l'exception de la France et de l'Italie, les comptes publics sont en amélioration partout, ce qui est normal et nécessaire à ce niveau du cycle économique. Certes ce dernier semble en effet s'affaiblir, notamment dans sa composante manufacturière, sans qu'il soit possible de parler de récession pour autant. La croissance devrait être autour de 1,2% et l'inflation autour de 1,5%, soit une progression nominale de l'économie de la zone euro de 2,5 à 3%  
Parce qu'ils dirigent les taux pratiqués par les banques, les taux d'intérêt à court terme décidés par la BCE influent sur l'ensemble de la courbe des taux (les différentes échéances). La BCE influe aussi bien sur les taux de crédit à la consommation que les taux de crédit d'équipement des entreprises ou les taux d'emprunts immobiliers des ménages ; mais surtout elle dirige les taux d'emprunts des États.

### Formation des taux d'intérêt :

Les taux d'intérêt sont historiquement et mécaniquement très liés à la croissance et à l'inflation anticipée : celui qui prête veut retrouver le pouvoir d'achat de son capital à l'échéance ; s'il n'est pas sûr d'être remboursé il ajoutera à ces deux composantes une prime de risque de crédit qui dépendra de la solidité de son débiteur et de la confiance qu'il lui fait. Par construction, la référence de l'emprunteur le moins risqué en zone euro est l'État allemand, reflet d'une économie solide, en bonne santé et de finances publiques bien gérées : les comptes publics sont excédentaires et la dette en réduction.

### Fixation des taux d'intérêt :

Dans ce contexte économique et de finances publiques, on pourrait imaginer que les taux d'intérêt tournent autour de 2% à court terme pour le meilleur emprunteur de la zone euro (croissance un peu plus faible en Allemagne) pour évoluer vers 3% sur le plus long terme (plus le terme est lointain, plus les risques d'inflation ou de crédit sont grands). Et pourtant la BCE mène une politique qui est celle d'une situation de crise. La BCE a le 13 septembre encore abaissé ses taux d'intérêt de 10 points de base, à -0,50%. Oui, des taux d'intérêt négatifs !

---

**Sous prétexte de croissance faible et surtout d'inflation insuffisante par rapport à sa cible (2%), la BCE poursuit une politique qui envoie un signal très négatif aux agents économiques au regard de la formation normale des taux d'intérêt :** il n'y a pas de croissance à attendre et il faut prévoir une baisse des prix. Dans l'inflation faible que nous connaissons, la BCE croit voir une déflation en devenir : la baisse générale des prix, des revenus et de la valeur des actifs. Nous en sommes pourtant très loin. Les prix progressent, modestement, les salaires augmentent et les prix des actifs : actions, obligations et immobilier n'ont fait que progresser ces dernières années.

**En envoyant un signal aussi négatif et anxiogène, la BCE au lieu de stimuler la croissance la ralentit sans doute :**

Les flux d'épargne ne sont pas nécessairement élastiques au niveau des taux d'intérêt : ce n'est parce que les rémunérations à vue sont nulles que les épargnants vont réorienter leurs ressources vers la consommation et encore moins vers l'épargne longue. Le message négatif des taux négatifs conduit au contraire à augmenter les encaisses de précaution, même si elles ne sont pas rémunérées.

En maintenant des financements à très bon marché pour tous les agents qui s'endettent elle maintient des projets non créateurs de richesse (les entreprises « Zombies » qui devraient disparaître ou se restructurer). Elle permet le développement de projets non rentables qui peuvent, à l'inverse du but poursuivi se maintenir en mettant une pression artificielle sur les prix qui affaiblissent les acteurs établis. Elle stimule « la financiarisation », c'est à dire l'emprunt à très faible taux par des investisseurs apparemment solides qui se rémunèrent en finançant des acteurs moins solides par effet de levier. Enfin, elle fait baisser le prix de la drogue qu'est la dépense publique pour les pays impécunieux comme la France qui voit la charge des intérêts de sa dette baisser alors que celle-ci augmente ! De plus cette politique affaiblit le système bancaire de la zone euro, réduisant sa capacité de crédit et le pénalisant face au système bancaire américain.

Dans six semaines Mario Draghi, qui a été un bon pompier pendant la crise de 2011, quittera la Présidence de la BCE. Souhaitons que Christine Lagarde qui lui succèdera n'aura pas à éteindre les incendies que la poursuite d'une politique inadaptée et dangereuse aura provoqués.

---

---

*Parole d'entrepreneur*

septembre 2019

## Norbert Fradin Fradin SAS



Norbert Fradin, est une figure économique et culturelle emblématique de Bordeaux et sa région.

Promoteur immobilier à succès, particulièrement impliqué dans la rénovation récente du quartier des bassins à flot, il est aussi amoureux du patrimoine régional et passionné de culture et d'histoire.

Une passion qu'il cherche à partager, avec l'acquisition et l'ouverture au public de plusieurs sites médiévaux de la région, la conception et l'ouverture récente du superbe Musée Mer Marine, la rénovation de l'ancien siège de la Caisse d'Épargne à Mériadeck, et la poursuite de son

projet d'aquarium rive droite.

Né en Charente-Maritime, entre Royan et Jonzac, son père était maçon et sa mère fonctionnaire. Il commence sa carrière dans un cabinet immobilier et monte très vite sa propre affaire de promotion en construisant de petits immeubles collectifs. C'est dans la rénovation de biens anciens et dans la construction de logements étudiants que son entreprise se développe, profitant des opportunités des années 80 et du rebond urbain de Bordeaux de 1995 à 2000. Aujourd'hui ses trois enfants travaillent avec lui.

Amateur d'art, Norbert Fradin collectionne les antiquités mais aussi les maquettes de bateaux et de voitures de course dont il demeure un amateur, avec notamment six tours de France auto à son actif.

Norbert Fradin fait partie de ces entrepreneurs, bâtisseurs insatiables, toujours prêt à démarrer un nouveau projet professionnel ou personnel.

### 1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Par hasard. Comme tout gamin, j'avais des rêves. Je voulais faire l'école navale. Et puis finalement après un baccalauréat que j'ai passé en fin de première, en candidat libre, j'ai choisi des études de droit. Très vite la vie réelle m'a rappelé. J'ai été père très jeune, à 18 ans et demi. Partant de là je me suis dit « mon garçon, il faut que tu assumes ça ». Alors, tout en poursuivant mes études, j'ai commencé à travailler dans un cabinet immobilier. C'est le hasard. Ça aurait pu être tout autre chose. Quand j'ai fini mes études de droit, je me suis dit que finalement ce métier était plutôt aimable, que l'acte consistant à loger des gens était plutôt symboliquement fort, et puis ça me plaisait. Et donc j'ai continué à faire de l'immobilier en créant ma boîte.

Mon état d'esprit un peu trop électron libre m'a poussé à entreprendre. Je me sentais mieux à initier moi-même mon action tout simplement. Je ne me suis jamais posé de questions. J'ai directement créé ma propre activité. La vie nous propose d'emprunter des carrefours. On prend un carrefour, on prend une direction, on peut bifurquer ou continuer tout droit. J'ai pu penser

parfois à ce que j'aurais pu faire d'autre mais sans jamais nourrir le moindre regret. J'aurais sûrement pu faire autre chose, pourquoi pas même dans le sport. J'ai pratiqué des sports. J'aurais certainement été un mauvais voileux mais sûrement passionné. On n'a pas forcément les talents de ses passions. Les métiers de l'immobilier sont des métiers dans lesquels on est obligé de se renouveler en permanence. Rien n'est jamais acquis. Chaque fois que l'on monte un nouveau programme, c'est une action nouvelle, une création. Il n'y a pas de rente de situation. Ça marche, ça ne marche pas, c'est souvent difficile. En permanence on recrée des choses. Il faut essayer de ne pas trop se tromper.

### **2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?**

À moins d'être bien entouré, le chef d'entreprise n'ira pas loin. Il est là pour avoir des idées, lancer des actions, promouvoir des stratégies, et parfois mettre les mains dans le cambouis. Pour moi, la vraie réalité d'une entreprise c'est l'échange permanent. Je nourris des échanges constants avec mes collaborateurs, on discute beaucoup, je suis partisan des réunions informelles et des discussions ouvertes. Après avoir écouté, c'est effectivement au chef d'entreprise de faire les choix. Il m'est souvent arrivé de m'inspirer de ce que des collaborateurs ou des personnes extérieures ont pu partager avec moi. On ne sait jamais tout. Comme le chantait Gabin « je sais, je sais...je sais qu'on ne sait jamais ». C'est bien ce qui fait la force et l'intérêt d'une action quelle qu'elle soit, on apprend tout le temps, on s'inspire souvent d'autres personnes, on s'enrichit de tout ce que les autres peuvent nous apporter, y compris au sein de sa propre entreprise, de son propre staff, et en ce qui me concerne, de sa famille. Mais quand la décision doit être prise il revient au chef d'entreprise de la prendre. Les idées et les initiatives partent de moi mais lorsqu'on lance la réalisation d'un projet tel que le Musée Mer Marine de Bordeaux, tout le monde a son mot à dire et on avance en meute.

### **3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?**

Pour moi la création de valeur n'est pas que financière. Il est sûr que dans la marche d'une entreprise, il faut gagner de l'argent sinon rien n'est possible. Mais on ne fait pas les choses uniquement pour gagner de l'argent. Dans l'immobilier on essaye de faire les choses le mieux possible alors que les activités de construction sont quand même de plus en plus compliquées. On paye un peu l'absence de politique de formation professionnelle qui dure depuis 40 ans en France tous bords politiques confondus. Le fait que les familles refusent de voir leurs enfants travailler de leurs mains. Que les ouvriers issus du baby-boom partis à la retraite sont remplacés par une main d'œuvre peu qualifiée ce qui rend les choses plus compliquées.

Pour moi gagner de l'argent n'est pas une fin en soi. Nous sommes tous « de passage ». On n'a pas besoin d'amasser des sommes considérables pour vivre. L'argent que je gagne me permet de continuer à investir dans mes activités - nous sommes dans des métiers où c'est essentiel pour continuer à tourner - et à investir dans des activités qui me tiennent personnellement à cœur, qui me font plaisir, mais qui peuvent aussi servir aux autres. C'est ce que nous faisons en investissant dans des lieux médiévaux, patrimoniaux, dont la gestion est confiée à des associations qui en assurent l'accès au plus grand nombre, comme le château de Villebois-Lavalette en Charentes, ou le Moulin de Porchère à Saint Seurin sur l'Île. Nourrissant ainsi cette vision de ce que le patrimoine peut amener au public notamment en matière d'éducation. C'est bien l'activité de notre entreprise qui m'a permis de créer le Musée Mer Marine et de créer de la valeur pour la communauté. C'est important aussi de renvoyer une image un peu différente

---

de la promotion immobilière avec une société qui développe des initiatives culturelles. Nos choix de projets sont souvent guidés par des considérations autres que financières.

#### **4) Quelles sont les mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?**

##### **Former**

Il faut que nos jeunes bénéficient dès le départ d'une formation généraliste solide qui les aidera à faire les choix importants d'orientation et de formation le moment venu. On a un peu perdu ça et c'est dommage. Les entreprises ont aussi un rôle et un devoir en matière de formation, notamment au travers des stages et des apprentissages. Leurs premières expériences doivent permettre aux jeunes de mettre leur enseignement en perspective avec la réalité de l'entreprise. Comprendre son environnement changeant auquel elle doit s'adapter en permanence en acceptant de se remettre en question. Rien n'est jamais acquis. On doit garder ses sens en éveil, son esprit ouvert, et apprendre de chaque situation. Proposer cet apprentissage est aussi l'une des missions clés des entrepreneurs.

##### **Déréglementer**

Je vais enfoncer des portes ouvertes, mais il faut arrêter cet excès normatif incroyable provoquant trop souvent des situations aberrantes. C'est Kafka. Les spécialistes, les bureaux de contrôle, ne savent ou ne comprennent parfois plus eux-mêmes quelles sont les bonnes normes à appliquer. On se débat dans cette superposition de normes créées les unes après les autres par tous ceux qui veulent marquer de leur empreinte leur passage aux affaires. On veut le bonheur des gens malgré eux. On crée des usines à gaz. Si on devait faire le bilan carbone de ce qu'il faut parfois faire, organiser, produire pour économiser quelques kilowatt/h de consommation électrique on se rendrait compte que l'on marche sur la tête.

On met en place des réglementations qui ne vont dans le sens ni des économies d'énergie, ni de la simplification, et qui vont au contraire dans le sens du renchérissement du coût de production, dans mon métier comme dans de nombreux autres. Au détriment de la compétitivité de nos entreprises et du portefeuille des consommateurs.

En 1995 on construisait un immeuble de 100 logements en 10 mois. Aujourd'hui il faut 2 ans. Quand un bureau de contrôle mettait 1 journée à prendre une décision, il met aujourd'hui 8 jours. Avec l'effet domino que vous pouvez imaginer sur le reste du chantier. Trop de normes, trop de temps, trop de coûts. Avec l'empilement des normes, des expertises obligatoires, des démarches administratives sans fin, notre métier doit faire face aujourd'hui à une incroyable complexité.

---

---

---

septembre 2019

## POURQUOI « LA DÉCADE » ?

*« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !*

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say ([www.cerclejeanbaptistesay.com](http://www.cerclejeanbaptistesay.com)), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

---

---